

## Rwanda: renforcement de la campagne pour un 3e mandat de Kagame

RFI, 18-03-2015 Alors que la question d'un troisième mandat présidentiel provoque une levée de boucliers au Burundi et au Congo, au Rwanda il n'y a pas de débat, mais une campagne qui ne dit pas son nom. Une campagne a pris un nouveau virage ce week-end. Selon le maire de Kigali, les conseils de district affirment que leurs électeurs réclament une réforme de la Constitution ouvrant la voie à un nouveau mandat de Paul Kagame. « On manipule la population », accuse un défenseur rwandais des droits de l'homme sous couvert d'anonymat. Selon ce dernier, tous les représentants du peuple à s le niveau local sont membres du FPR ou de partis d'opposition de façade.

De fait, explique ce militant, ces supposées consultations de la population sont pilotées par le parti au pouvoir et ne servent qu'à légitimer - notamment auprès que la communauté internationale - la tenue d'un référendum. Au Rwanda « tout appartient au parti dirigeant, même la population », assure-t-il. « Faux », rétorque Ladislas Ngendahimana porte-parole du ministère de l'Administration locale : « Qu'on soit membre du FPR ou pas, ces représentants ne sont pas élus pour représenter le FPR au sein du conseil. Ce n'est pas une décision du Front patriotique. C'est la population spontanément qui s'exprime. Dire qu'il n'y a pas d'opposition je pense que ce serait trop dire. Mais si les Rwandais ont choisi que le FPR domine la scène politique, c'est ainsi ». Demandes spontanées ou pas, selon René Mugenzi, militant rwandais des droits de l'homme exilé au Royaume-Uni, face à un parti au pouvoir tout puissant, la population rwandaise toujours traumatisée par le génocide « fera », assure-t-il avec dépit, ce qu'on lui demande de faire ». Et lorsque l'on lui pose la question de savoir s'il va se représenter ou pas, Paul Kagame reste sibyllin, mais assure que la décision appartient au peuple rwandais.